

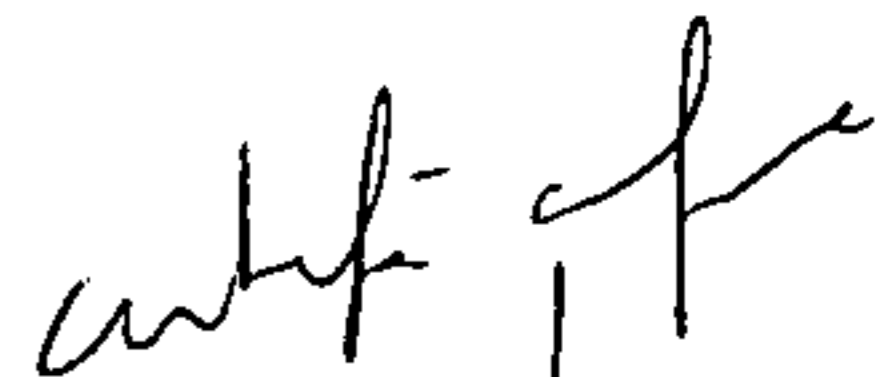
# EMMESSE CONSEIL ET AUDIT

Société à responsabilité limitée au capital de 286.604,15 euros

Siège social, 36 rue de Longchamp 75116 PARIS

RCS PARIS 431 465 384

003 892



\*\*\*\*\*

## PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ASSOCIES DU 4 AVRIL 2005

\*\*\*\*\*

Grette du Tribunal de  
Commerce de Paris

I M R

20 AVR. 2005

75055

L'An deux mille cinq  
Le quatre avril à 10 heures 00.

Les associés de la société EMMESSE CONSEIL ET AUDIT, société à responsabilité limitée, au capital de 286.604,15 euros, divisé en 18.800 parts de 15,24 euros chacune, dont le siège social est à PARIS 75116 – 36 rue de Longchamp, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social, sur convocation écrite qui leur a été adressée individuellement.

N° DE DÉPOT

Il a été établi une feuille de présence à laquelle sont annexés si nécessaire les pouvoirs des associés représentés par des mandataires, qui a été émargée par chaque membre en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Michel SUDIT, associé gérant.

Le Président constate que sont présents:

- Monsieur Michel SUDIT	propriétaire de	18.650 parts
- Monsieur Norbert SMADJA	propriétaire de	1 part
		-----
soit ensemble		18.651 parts

Le Président constate que les associés présents détiennent plus des trois quart des parts constituant le capital social.

En conséquence, Monsieur le Président déclare alors que l'Assemblée est valablement constituée et qu'elle peut valablement délibérer.

Le Président dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres:

- les copies des lettres de convocation des associés,
- le texte des résolutions proposées,
- la feuille de présence de l'Assemblée,

Puis le Président déclare que les documents et renseignements prescrits par les textes en vigueur ont été adressés aux associés conformément aux dispositions réglementaires, et que l'inventaire a été tenu à leur disposition quinze jours avant la réunion.

L'Assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Puis le Président rappelle que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- Nomination d'un cogérant
- Augmentation du capital social d'une somme de 14.195,85 euros par incorporation de réserves et élévation du montant nominal de chaque part,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont alors échangées, et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée générale décide de nommer en qualité de co-gérant :

Monsieur Philippe COHEN, demeurant 27 rue de Miromesnil 75008 PARIS, cogérant de la société, à compter du 5 avril 2005, pour une durée illimitée.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

Monsieur Philippe COHEN déclare qu'il accepte les fonctions de cogérant et qu'il n'est frappé par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la société et disposera des pouvoirs prévus par l'article 11 des statuts.

Sa rémunération sera fixée lors d'une prochaine Assemblée Générale.

### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social s'élevant actuellement à 286.604,15 euros, divisé en 18.800 parts de 15,24 euros chacune, entièrement libérées, d'une somme de 14.195,85 euros pour le porter à 300.800 euros par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le compte report à nouveau.

En représentation de cette augmentation de capital, le montant nominal de chacune des 18.800 parts existantes est élevé de 15,24 euros à 16 euros.

L'Assemblée Générale constate en conséquence que l'augmentation de capital est régulièrement et définitivement réalisée.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

### **TROISIEME RESOLUTION**

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 7 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

#### **"ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Suite à l'augmentation de capital par incorporation de réserve en date du 4 avril 2005, le capital social est fixé à 300.800 euros.

I - Il est divisé en 18.800 parts sociales de 16 euros chacune.

II - Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires. »

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, le Président déclare la séance levée à 11 heures 20.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé, après lecture, par tous les associés.

Enregistré à : RECETTE DES IMPOTS CHAILLOT PARIS 16

Le 15/04/2005 Bordereau n°2005/262 Case n°8

Enregistrement : 230 €

Timbre : 36 €

Total liquidé : deux cent soixante-six euros

Montant reçu : deux cent soixante-six euros

L'Agent

Ext 1506

**Michel SUDIT**

**Norbert SMADJA**

# EMMESSE CONSEIL ET AUDIT

S.A.R.L. au capital de 300.800 euros


Siège social

36 rue de Longchamp  
75116 PARIS

R.C.S PARIS B 431 465 384

## STATUTS

Mis à jour lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 avril 2005

*Carthage - 01/04/05*  


**Nous les soussignés :**

- Monsieur Michel SUDIT, expert comptable, né le 18 septembre 1966 à Petha-Tikva (ISRAEL), de nationalité française, demeurant 6 avenue Vion Whitcomb 75016 PARIS, célibataire,
- Madame Viviane SUDIT, épouse NERI, médecin, née le 12 mars 1958 à Galatz (ROUMANIE), de nationalité française, demeurant 8 via Digione 27100 PAVIA (Italie), mariée,
- Monsieur Jean-François MURCIA, expert comptable, né le 12 avril 1966 à Pantin, de nationalité française, demeurant 46 rue Fabert 75007 Paris, marié,
- Monsieur Norbert SMADJA, expert comptable, né le 24 juin 1966 à Tunis (TUNISIE), de nationalité française, demeurant 8 rue de l'Eglise 75015 Paris, célibataire,

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

**ARTICLE 1- FORME**

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

**ARTICLE 2 - OBJET**

La société a pour objet en tous pays :

- l'exercice de la profession d'Expert-comptable, telle qu'elle est définie par l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs,
- l'exercice de la profession de Commissaire aux comptes telle qu'elle est définie par la loi et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs,
- La réalisation de toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participation dans des entreprises de toute nature, à l'exception, et sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

### **ARTICLE 3 - DENOMINATION**

La société prend la dénomination de : EMMESSE CONSEIL ET AUDIT

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

### **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à :

36 rue de Longchamp  
75116 PARIS

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

### **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### **ARTICLE 6 - APPORTS**

Le capital social est constitué par les apports suivants.

#### 1/ Apports en numéraire

- Monsieur Michel SUDIT la somme de cinq mille francs	5.000 francs
- Madame Viviane NERI la somme de quatorze mille huit cent francs	14.800 francs
- Monsieur Jean-François MURCIA la somme de cent francs	100 francs
- Monsieur Norbert SMADJA la somme de cent francs	100 francs
	=====
Soit au total la somme de	20.000 francs

Cette somme de vingt mille francs a été déposée à un compte ouvert à la banque CREDIT LYONNAIS, 141 avenue Mozart 75016 PARIS, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

### 2/ Apports en nature

Monsieur Michel SUDIT, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires et de droit, fait apport à la société d'un fonds de commerce d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, sis 36 rue de Longchamp 75116 PARIS :

Pour un montant de 1.860.000 francs

L'origine de propriété des actions apportées et les conditions de l'apport sont décrites dans le contrat d'apport en date du 1<sup>er</sup> mars 2000, annexé aux présentes, et qui contient également les déclarations de l'apporteur relatives à l'apport effectué.

L'estimation de l'apport en nature a été faite au vu d'un rapport établi, sous sa responsabilité, par Monsieur Patrick PEROCESCHI, commissaire aux apports désigné d'un commun accord entre les futurs associés aux termes des présentes. Un exemplaire de ce rapport demeurera annexé à chacun des originaux des présentes.

En rémunération de l'apport ci-dessus consenti à la Société, il est attribué à l'apporteur 18.600 parts sociales d'une valeur nominale de 100 francs chacune, entièrement libérées.

### 3/ Récapitulation des apports

1. Apports en numéraire pour un montant total de 20.000 francs
2. Apports en nature pour un montant total de 1.860.000 francs

Soit, au total 1.880.000 francs, correspondant au montant du capital.

## **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Suite à l'augmentation de capital par incorporation de réserve en date du 4 avril 2005, le capital social est fixé à 300.800 euros.

I - Il est divisé en 18.800 parts sociales de 16 euros chacune.

II - Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

## **ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- Monsieur Michel SUDIT Numérotées de 1 à 18.650	18.650 parts
- Madame Viviane NERI Numérotées 18.651 à 18.798	148 parts
- Monsieur Jean-François MURCIA Numérotée 18.799	1 part
- Monsieur Norbert SMADJA Numérotée 18.800	1 part
	-----
Total égal au nombre de parts composant le capital social	18.800 parts

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux, intégralement libérées puis réparties entre eux comme indiqué ci-dessus.

## **ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS**

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

## **ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES**

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, même si le conjoint, ascendant ou descendant n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **ARTICLE 11 - GERANCE**

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

Monsieur Michel SUDIT, demeurant 6 avenue Vion Whitcomb 75016 PARIS, est nommé premier gérant de la société pour une durée illimitée.

Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée. Il sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacement et de représentation.

Monsieur Michel SUDIT déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

## **ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES**

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.

## **ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

## **ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

#### **ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

#### **ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

### **ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

### **ARTICLE 19 - CONTESTATIONS**

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

### **ARTICLE 20 - PUBLICITE - POUVOIRS**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus brefs délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.